

Passerelles Synthèse

Revue bimensuelle africaine pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12· Numéro 16, 31 octobre 2011

LIGNE DE FOND.....	1
Préoccupations autour des propositions de réforme de la PAC	1
NOUVELLES DE L'OMC.....	2
Accord sur les marchés publics: enfin vers une conclusion ?	2
La crise financière a-t-elle relancé le débat sur l'investissement ?	3
SUR LE FIL.....	5
Le nombre croissant de notifications SPS inquiète	5
NOUVELLES REGIONALES	6
Des stocks de nourriture pour lutter contre la faim dans la CEDEAO.....	6
Le commerce des terres en Afrique: un danger pour l'agriculture et les paysans	6
La CEDEAO indécise sur le choix du président de sa commission.....	7
EVÉNEMENTS.....	8
PUBLICATIONS	8

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

© est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane Dieye, Responsable de Publication, Bathie Ciss, Rédacteur en chef, Aissatou Diallo, Alexandre Gomis, stagiaire

Equipe éditoriale d'ICTSD

Editeur et Directeur: Ricardo Melendez-Ortiz ; Editeur en chef: A. Crosby, Gestion des publications: A. Aziz; Editrice en charge: K. Guddoy et assistant: S. Pelletier

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Préoccupations autour des propositions de réforme de la PAC

Les propositions faites par la commission européenne pour réformer la PAC (politique agricole commune) suscitent beaucoup de réactions, au sein de l'Union comme en dehors. Les orientations qui pourraient être données à la nouvelle PAC sont au cœur des préoccupations.

Les parlementaires libéraux et démocrates européens ont notamment dénoncé ces nouvelles propositions par la voix de George LYON (LibDem, Royaume-Uni) qui affirme que si « la question clef était de concilier les exigences d'une agriculture plus compétitive et les impératifs d'un développement rural plus durable et plus efficace en matière d'émissions de carbone », alors « force est de constater que l'ensemble du paquet ne répond pas aux attentes ».

Sur cette même lancée, Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, estime quant à lui que « la démarche ancienne consistant à garantir l'accès à la nourriture aux groupes de population vulnérables, les pays à faibles revenus, ne règlera pas le problème. Au contraire cette démarche va rendre ces pays extrêmement vulnérables aux flambées des prix, tout en exerçant un puissant effet dissuasif sur les producteurs locaux. Il faut plutôt aider ces pays à réussir une transition qui diminuera leur dépendance sur le long terme en reconstruisant leurs systèmes agricoles disloqués. » Selon lui, « nous ne devons pas les nourrir mais les aider à se nourrir eux-mêmes ». Olivier De Schutter estime encore plus préoccupant le fait

que Bruxelles souhaite continuer à accorder des restitutions à l'exportation. « L'UE ne devrait pas attendre la fin du Cycle de Doha de l'OMC pour retirer progressivement ces évidents outils de distorsion des échanges. Les paysans ont besoin de soutien » lance t-il.

L'UE doit arrêter de demander aux pays en développement d'ouvrir leurs marchés à ses propres exportations alimentaires largement subventionnées. Elle doit également entreprendre un contrôle minutieux des conséquences de ses exportations agricoles sur les pays en développement, consulter des organisations paysannes du monde en développement, et mener une évaluation correcte de l'impact de la réforme de la PAC sur le droit à l'alimentation.

D'autre part, De Schutter a salué la récente adoption par le Parlement européen du Rapport Zimmer, lequel semble être un appel opportun à l'évaluation et à la gestion des impacts négatifs de la PAC sur les marchés alimentaires du monde en développement.

Eu égard à toutes les observations faites, les eurodéputés doivent, selon De Schutter, prendre leur responsabilité en usant « de leurs pouvoirs de codécision pour aligner les propositions de réforme de la PAC sur les objectifs de la sécurité alimentaire et surtout sur l'engagement européen de 'Cohérence des politiques au service du développement', qui semble à peine intégré dans la réforme ».

Les ministres européens pas tout à fait convaincus

Les ministres de l'agriculture de l'UE se sont penchés le 20 octobre sur les propositions de la commission. Ils ont focalisé leur attention sur 3 questions principales : l'attribution exclusive des paiements aux agriculteurs actifs, la réduction des aides aux grandes exploitations et le « verdissement » des paiements directs. Comme l'a

souligné le ministre polonais de l'agriculture, Marek Sawicki, le mécontentement exprimé par certains est « normal, dans la mesure où cette proposition n'est qu'une ébauche qui sera encore modifiée ».

Les pays ACP fustigent certains aspects de la proposition

Dans ce même exercice de critique de la PAC, les pays ACP et les pays les moins avancés (PMA) sont en première ligne et désapprouvent les nouvelles propositions de la commission européenne. Les exportateurs de canne à sucre ont notamment dénoncé l'éventualité envisagée de supprimer les quotas de sucre à partir de 2015. Une telle décision ne tiendrait pas compte, selon ces pays, ni de la réalité du marché européen, ni des objectifs de développement économique de l'UE à leur égard, ni de l'objectif stratégique majeur de la PAC, qui est d'assurer la sécurité alimentaire en Europe. Ces propositions constituent dans les faits une véritable menace pour l'équilibre du marché communautaire ainsi que pour l'avenir de la filière sucre dans les pays ACP et les PMA.

Source:

Olivier De Schutter - [Rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation](#)

Weblog du Bureau de Bruxelles : [Bruxelles cta](#),

Site web : [EurActiv](#)

NOUVELLES DE L'OMC

Accord sur les marchés publics : enfin vers une conclusion ?

« Il est temps de conclure les négociations dans le domaine des marchés publics » a insisté M. Nicholas Niggli, président du Comité des marchés publics de l'OMC, le 18 octobre dernier, à l'issue de trois journées de consultations

intensives entre les parties à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics (AMP). Des progrès importants ont été réalisés lors de ces journées, avec pour objectif de conclure les négociations à temps pour la huitième Conférence ministérielle de l'OMC prévue mi-décembre.

Le président a profité de l'occasion pour appeler les membres à redoubler d'effort et à faire preuve de plus créativité et de flexibilité pour enfin mettre un point final à 10 ans de négociations visant à moderniser le texte AMP. Ce nouveau texte devra permettre à la fois de réduire les mesures discriminatoires, de favoriser l'expansion des marchés publics et de faciliter l'adhésion à ceux-ci tout en prenant en compte de manière plus efficace les réalités de ce 21^{ème} siècle. En somme, un nouvel AMP devrait, selon M. Niggli, « permettre d'ouvrir de larges possibilités d'accès aux marchés, représentant des dizaines de milliards de dollars ou d'euros par an. »

Source : [Comité des Marchés publics, Déclaration du Président](#)

La crise financière a-t-elle relancé le débat sur l'investissement ?

La crise financière mondiale a propulsé la question de l'investissement sur le devant de la scène. Si dans certains cadres, les discussions portent sur l'efficacité des investissements, comme cela a été le cas lors de l'atelier des pays ACP des 13 et 14 octobre à Bruxelles, dans d'autres, comme à l'OMC par exemple, le débat porte aujourd'hui surtout sur les règles qui doivent les encadrer.

Réduire les mesures restrictives

Lors de la réunion du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC), qui s'est tenue le 3 Octobre 2011, les membres du Comité ont abordé des questions concernant certaines des mesures qui

touchent les investissements adoptées par des pays comme l'Inde, l'Indonésie et le Nigéria, mais également la mise en œuvre des engagements pris par la Chine en vertu l'accord sur les MIC.

L'attitude de ces pays (Inde, Indonésie et Nigéria) quant aux normes établies par le comité des MIC préoccupe certains membres, comme les USA, l'Union Européenne ou le Japon parmi d'autres. Les Etats-Unis, confortés dans leur position par l'Union Européenne, ont notamment souligné l'incompatibilité avec l'Accord sur les MIC de la clause sur les prescriptions de teneur en produits d'origine nationale (c'est-à-dire l'obligation d'employer une certaine quantité d'intrants locaux dans la production nationale), telle qu'elle est envisagée en Inde. En effet, le projet indien intitulé "Jawaharlal Nehru National Solar Mission" ne répond pas, selon certains membres du MIC, aux exigences de l'accord. Une accusation immédiatement réfutée par l'Inde, qui précise que les lignes directrices du projet en question ne sont pas contraires à l'accord sur les MIC.

Le Nigéria a également subi des critiques relatives aux mesures prévues dans sa Loi sur le développement de l'apport local dans le secteur du pétrole et du gaz. Les grandes puissances (USA, Japon et UE) ont en effet toutes abondé dans le même sens, en affirmant que le Nigéria n'était pas conforme aux normes édictées par l'accord des MIC. Dans sa réponse, ce poids-lourd de l'économie africaine a indiqué qu'il tenait des consultations bilatérales sur cette question avec les États-Unis, et qu'il fournirait des réponses écrites aux questions qui avaient été posées.

Dans le même temps, c'est le secteur des télécommunications en Indonésie qui était dans le viseur du Japon et de l'Union Européenne. Ces derniers, soutenus par le Canada et les USA, ont remarqué qu'en 2009, les mesures en question dans le domaine des télécommunications n'étaient pas compatibles avec l'Accord sur les MIC.

L'Indonésie a de son côté promis de fournir des réponses détaillées dans un avenir proche.

Toujours sous le feu des critiques, l'Indonésie s'est également vue reprocher par certains états les dispositions relatives à la teneur en éléments locaux appliquées par le pays dans le secteur de l'énergie (industries extractives, pétrole et gaz). L'Indonésie affirme pourtant que ces mesures sont conformes à l'Accord sur les MIC.

Au cours de cette réunion, le Comité a finalement procédé au neuvième et dernier examen annuel de la mise en œuvre par la Chine de ses engagements au titre de l'Accord sur les MIC. Cette dernière a également été la cible de critiques. Les États-Unis ont encore une fois exprimé leurs préoccupations et ont notamment dénoncé les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans le secteur sidérurgique en Chine. L'Union européenne a quant à elle instamment demandé à la Chine de simplifier ses procédures d'investissement et de lever l'interdiction de l'investissement étranger direct dans certains secteurs. Pour finir, le Mexique a relevé les plaintes de certaines de ses entreprises envers les prescriptions de la Chine relatives au transfert de technologie applicables à l'investissement étranger. La Chine, pour toute réponse, a précisé que les préoccupations exprimées étaient dues à une mauvaise compréhension de ses règles d'investissement qui, selon elle, n'imposaient aucune prescription en matière de transfert de technologies. Elle a précisé qu'au cours des dix dernières années, la Chine avait scrupuleusement respecté les prescriptions de l'Accord sur les MIC et qu'elle avait pris soin de consulter les membres au sujet de leurs préoccupations, démarche qu'elle assure vouloir continuer. Toutefois, la Chine a répété qu'un pays souverain avait le droit d'élaborer ses propres politiques en matière d'investissement, et qu'elle continuerait à renforcer ses politiques d'ouverture à l'investissement étranger.

Faciliter les investissements pour les PME dans les ACP

Pendant que le comité des MIC discutait des possibilités de réduire les mesures restrictives, les pays ACP réfléchissaient aux meilleurs moyens de renforcer le financement des PME et tentaient de définir l'impact de la Facilité d'investissement sur ces entreprises. Au cours de l'atelier de haut niveau organisé à la maison des ACP à Bruxelles les 13 et 14 octobre derniers, les participants ont discuté du «renforcement des capacités des banques régionales ACP à utiliser les ressources fournies par l'Union européenne aux fins de promotion du développement des ACP, et d'examiner de quelle manière ces banques peuvent contribuer à reproduire les miracles asiatique et latino-américain dans les pays et régions ACP».

L'étude sur les défis de financement des PME, produite par « Investissement Développement Conseil » (IDC) sur demande de l'ACP Business Climate (Bizclim), était la base de travail de cet atelier. Un certain nombre de recommandations ont été faits pour soutenir les PME dans les Etats ACP.

Les principales recommandations sont:

- Le renforcement des capacités de soutien axé sur le financement des PME, qui est primordial pour leur croissance, nécessite un financement de subventions géré par le secteur privé lui-même.
- Une plus grande proportion du financement des bailleurs de fonds, notamment la Banque Européenne d'Investissement (BEI), devrait cibler avec plus de force les besoins des PME ; il faut doter les pays ACP de ce « maillon manquant ».
- La BEI devrait renforcer l'utilisation des instruments de partage ou d'atténuation des risques de crédit, éventuellement avec des ressources concessionnelles, ainsi que

mettre en œuvre sa capacité de mobilisation de capitaux.

- Augmenter l'utilisation par les Institutions Financières de Développement de ressources concessionnelles et commerciales (par exemple l'Union européenne et la BEI) pour le financement des PME.
- La BEI devrait fonctionner de manière proactive en vue d'atteindre une plus grande portée, ainsi qu'une couverture plus large des pays ACP.
- Élargir le domaine d'application du mélange d'argent concessionnel avec des ressources commerciales dans le soutien financier et non financier aux PME et développer de nouveaux instruments d'accompagnement.

Sources :

- [OMC](#), Des questions sur certaines mesures liées au commerce
- [Réunion de haut niveau ACP - UE sur le financement des PME](#)

SUR LE FIL

Le nombre croissant de notifications SPS inquiète

La dernière réunion du comité SPS (mesures sanitaires ou phytosanitaires) de l'OMC, qui s'est déroulée les 19 et 20 octobre 2011, a été l'occasion pour les membres d'aborder un certain nombre de questions, concernant parmi d'autres les mesures déjà en vigueur ou envisagées sur le miel contenant du pollen de plantes génétiquement modifiées, les résidus de cadmium dans le cacao et le chocolat, la grippe aviaire ou la maladie de la vache folle.

Le comité a constaté une hausse des notifications des mesures SPS. Les notifications SPS ont en

effet atteint la barre des 10.000, sans compter les quelque 2.980 mesures d'ajouts, modifications ou corrections aux notifications existantes. Cette augmentation cache-t-elle des volontés de protectionnisme commercial ? En tout cas, ces mesures ont pour effet de restreindre les exportations des pays en développement vers les pays développés. La nécessité d'une assistance technique et financière envers ces pays est donc indéniable, pour les aider d'une part à satisfaire aux exigences imposées par les mesures SPS et d'autre part à accroître leur participation au sein des différentes organisations internationales de normalisation (Commission du Codex Alimentarius, Office international des épizooties, Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux).

Pour rappel, l'accord SPS permet aux pays d'établir leurs propres normes, mais l'accord stipule aussi que les réglementations doivent avoir un fondement scientifique. Celles-ci ne doivent être appliquées que pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour préserver les végétaux. Elles ne doivent pas non plus entraîner de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où existent des conditions identiques ou similaires.

Les pays membres sont encouragés à utiliser les normes, directives et recommandations internationales qui existent. Ceux qui le font ne risquent guère d'être contestés juridiquement dans le cadre d'un différend porté devant l'OMC. Ils ont cependant la possibilité d'adopter des mesures qui entraînent des contraintes plus élevées s'il y a une justification scientifique. Ils peuvent également établir des normes plus élevées sur la base d'une évaluation appropriée des risques, pour autant que l'approche suivie soit cohérente et non arbitraire. Dans une certaine mesure, ils peuvent aussi appliquer le "principe de précaution", une approche du type "la sécurité avant tout", afin de pallier l'incertitude scientifique. L'article 5:7 de

l'Accord SPS autorise par exemple des mesures "de précaution" temporaires.

NB : Au cours de cette réunion, les membres ont décidé de procéder à la traduction des informations sur des mesures notifiées disponibles dans les langues de l'OMC. Pour favoriser le développement et le partage des informations entre pays développés et pays les moins avancés, le Secrétariat de l'OMC a également mis en place un système qui consiste à demander aux différents pays de fournir en ligne les informations dont ils disposent, ce qui devrait permettre d'accroître la quantité, la qualité et la rapidité des notifications.

Source : OMC, [Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires](#)

NOUVELLES REGIONALES

Des stocks de nourriture pour lutter contre la faim dans la CEDEAO

Le dernier sommet du G20 avait recommandé la mise en place de stocks de sécurité pour faire face à la faim dans la région ouest de l'Afrique. Pour la mise en œuvre d'un tel plan, la CEDEAO a organisé une rencontre à Dakar au début du mois d'octobre. Cette réunion de la task force sur la réserve régionale pour la sécurité alimentaire devait permettre l'harmonisation des positions et de définir avec plus de précision le rôle de chacun des acteurs dans le cadre de la mise en œuvre des orientations de l'ECOWAP, la politique agricole de la CEDEAO. Cette politique prévoit notamment, dans le cadre de son Programme régional d'investissements adopté en 2010, une réserve régionale de sécurité, complémentaire des stocks nationaux, pour assurer la sécurité alimentaire.

Cette rencontre a débouché sur une feuille de route dont les principaux points sont les suivants :

- La mise en place d'un groupe d'expert pour accompagner la CEDEAO dans l'élaboration de son cadre d'orientation stratégique de stockage régional de sécurité alimentaire. Ce groupe d'expert accompagnera aussi l'organisation dans la conception d'ici la fin du mois d'octobre d'une proposition technique détaillée
- L'adoption à la prochaine réunion ministérielle de la CEDEAO élargie à la Mauritanie et au Tchad, d'une Charte de la Prévention et Gestion des crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest,
- L'élaboration d'un cadre d'orientation stratégique pour la mise en œuvre de la réserve
- La CEDEAO doit travailler à l'adoption de ce cadre stratégique et à sa mise en œuvre.

Sources : [Rapport Task force sur le stock de sécuritaire alimentaire régional au niveau de la CEDEAO](#)

Le commerce des terres en Afrique: un danger pour l'agriculture et les paysans

Depuis plusieurs années, le débat sur l'accapement des terres en Afrique suscite un grand intérêt. La crise alimentaire et la nécessité d'augmenter la production agricole en Afrique a suscité beaucoup d'interrogations. Des milliers d'hectares de terres arables font, aujourd'hui en Afrique, l'objet de fortes spéculations. Selon une étude de la Banque Mondiale, 60 millions d'hectares de terres africaines auraient déjà fait l'objet d'un deal avec des investisseurs étrangers.

Les investisseurs, pour la plupart étrangers, s'arrachent en effet ces terres à des prix extrêmement bas, obligeant ainsi plusieurs paysans à être des ouvriers agricoles. Cette « nouvelle industrie agricole » qui voudrait

s'appuyer sur une garantie d'emploi des cédants, la création d'infrastructures, une hausse de la production et des débouchés pour la vente de cette production, pousse à la disparition de l'agriculture rurale et familiale. C'est donc un pan entier des politiques agricoles au niveau de l'Afrique qui est menacé. L'agriculture familiale est un élément central dans les différentes politiques que les régions africaines cherchent à mettre en œuvre. Plusieurs organisations paysannes s'érigent en bouclier contre ces spéculations sur les terres arables.

Le prétexte de la sécurité alimentaire suffit-il à justifier que l'on brade les terres ?

Pour faire face à la crise alimentaire, il faut, de l'avis des experts et spécialistes des questions agricoles, augmenter la production ; c'est aussi la position du G20.

La situation économique difficile, ainsi que la précarité et la pauvreté grandissante dans le milieu rural, obligent souvent les propriétaires des terres à brader leur terre. Ce qui crée, selon le groupe Solumonde, « une catégorie nouvelle et très importante de paysans sans terre mais aussi sans emploi et sans domicile avec une amplification de l'exode rural. »

Les terres qui doivent servir de culture vivrière sont réaffectées à des cultures exclusivement industrielles comme le Jatropha. Si le maïs ou le mil est remplacé par les biocarburants, où trouvera-on suffisamment d'aliments pour nourrir les populations rurales, pour qui la principale source alimentaire, comme de revenu, provient de l'agriculture.

Sources : Commerce des terres agricoles, [Afrique expansion](#), Léopold Nséké

« Agriculture : l'achat des terres en Afrique, un business sous influences », 7 octobre 2011, [Jeune Afrique](#).

La CEDEAO indécise sur le choix du président de sa commission

La CEDEAO vient d'achever, ce 18 octobre 2011 à Abuja, un sommet extraordinaire pour statuer sur la succession de Mouhamed ibn Chambas, ancien président de la commission de la CEDEAO. Depuis le départ de Ibn Chambas, il y'a deux ans, la CEDEAO n'arrive pas à se doter d'un nouveau président de commission. Le sommet qui était ainsi convoqué devait aboutir à un choix définitif du président de la commission, mais les dissensions ont à nouveau repoussé l'échéance.

Depuis le départ du dernier président, qui a rejoint le secrétariat des ACP à Bruxelles, le poste est occupé par un intérimaire. Depuis plus d'un an, les chefs d'Etats n'arrivent pas à se décider sur la désignation du successeur de Chambas. Le comité présidentiel, mis en place sous la direction du président de la Sierra Leone Ernest Bai Koroma, a défini une série de critères en juin 2011 que sont :

- L'équité dans la répartition des postes
- La transparence des procédures de désignations
- La rotation sur la base des critères d'ordre alphabétique
- La prévisibilité des successions
- Le fait d'être à jour par rapport au prélèvement communautaire de solidarité

Le futur président devait être choisi à la lumière de ces critères. Mais, lors de ce sommet, les chefs d'Etats n'ont pas su accorder leurs violons et la désignation du président de la commission s'est encore une fois vue reportée.

Le consensus semblait pourtant se dessiner autour de la candidature de la république du Bénin, Jean Marie Ehouzou, mais le Burkina a finalement lui-aussi présenté un candidat, ce qui a remis en cause tout le processus.

Pour trouver une solution à l'amiable, les Chefs d'Etats et de gouvernement de la CEDEAO ont mandaté le président en exercice de l'organisation, afin qu'il prenne contact avec les chefs d'Etat des deux pays en vue d'obtenir une solution négociée.

Des tergiversations lourdes de conséquences.

L'absence de Président a évidemment un impact sur le travail de la commission, en particulier dans un contexte chargé, qui exige de la CEDEAO une présence sans faille. En effet, l'organisation a engagé de vastes chantiers, comme le programme communautaire de développement (PCD). Dans le même temps, les discussions relatives aux APE sont à un tournant décisif où la région doit prendre un certain nombre d'engagements et de décisions dans des domaines comme l'offre d'accès au marché, le PAPED et faire face aux assauts de l'UE pour conclure cet accord.

Ces tergiversations peuvent donc avoir de lourdes conséquences sur l'intégration et la cohésion régionale. En effet, les rebondissements et les consensus finalement cassés risquent de porter un coup dur à la solidarité régionale et d'installer une méfiance entre les membres. Au vu des vastes chantiers qui attendent le futur président de commission, il ne faut pas que son mode de désignation soit source de blocage. Il doit avoir les coudées franches pour prendre à bras le corps les défis de la région.

Sources : « CEDEAO : Nouveau président de la Commission », [Les Afriques](#)

EVÉNEMENTS

OMC

24 – 25 octobre, Conseil des ADPIC
25 octobre, Organe de règlement des différends
26 – 27 octobre Conseil général
27 octobre, Comité des règles d'origine
28 octobre, Comité de l'évaluation en douane

31 octobre, comité du commerce des services financiers

01 novembre, comité de travail des règles AGCS

02 novembre, comité des engagements spécifiques

03 novembre, comité du commerce des services

Hors OMC

2 novembre, Copenhague, Danemark, [Présentation rapport 2011 du PNUD sur le développement humain](#), Ce rapport a pour objet d'identifier les défis à venir et les mesures à prendre aux niveaux national et mondial qui pourraient encourager les progrès en matière de durabilité et d'équité, deux objectifs étroitement liés.

PUBLICATIONS

AgriTrade, Newsletter Agriculture – Octobre 2011. [Source](#)

Nick Westcott, Directeur de l'*Africa department of EEAS*, "EU-Africa foreign policy after Lisbon", discours prononcé lors de la conférence sur le futur de la politique étrangère entre l'UE et l'Afrique après Lisbonne, [cliquer ici pour accéder au document](#)

Commission de l'UE, Politique de développement de l'UE: vers un plus grand impact de l'aide. [Cliquez ici pour accéder](#)

CNUCED, Le Rapport 2011 sur l'économie de l'information: les TIC, catalyseur du développement du secteur privé est la sixième édition d'une série de publications phares de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Siteweb CNUCED : [Cliquez ici pour accéder au document](#).

Trudi Hartzenberg — Trade Law Centre for Southern Africa (tralac), OMC, document de travail, « Intégration régionale en Afrique ». Siteweb OMC : [Cliquez ici pour accéder au document](#).